

to d'une démonstration orangiste le 5 novembre.

ORDINATIONS.—Dimanche dernier, Mgr. l'Evêque de Montréal a conféré, dans sa Cathédrale, l'ordre sacré de la Prêtrise à MM. D. Laporte et C. Dufour dit Latour.

Le même jour, dans l'Eglise du Sault au Récollet, Mgr. l'Evêque de Martyropolis a conféré le même ordre à M. T. E. Dagenais.

Les paroisses qui désirent être inscrites sur la liste du prochain rapport de la Propagation de la Foi doivent envoyer le montant de leur souscription d'ici au premier de décembre prochain, temps de la reddition des comptes.

TH. FLAMONDON PIRE. R. G.

Education.

En général, les cultivateurs ne sont pas opposés à l'éducation, mais seulement à la contribution forcée pour cet objet, dans la crainte d'établir un précédent pour les taxes coercitives.

Cependant, pour la régularité et pour la certitude du fonctionnement de l'acte des écoles il est devenu nécessaire dans ce pays, comme dans tous ceux qui nous avoisinent, de prélever la somme voulue pour les écoles d'une manière coercitive, lorsque, suivant la 4e clause de l'acte 12 V. ch. 50, les contribuables ne l'ont pas formée dans les cours du mois de juillet par contributions volontaires.

Les difficultés qui ont eu lieu, au sujet de l'acte des écoles sont dues d'abord aux préjugés des habitants contre la taxe, au sein des agitateurs, judicieusement nommés *Electors*, ont eu de les aviser et de représenter la contribution voulue pour les écoles comme une véritable taxe; en second lieu, les difficultés sont dues à l'incapacité chez plusieurs des commissaires d'école et à leur inexpérience dans les affaires; en troisième lieu, les difficultés sont en grande partie survenues par suite de certaines lésions et obscurités qui se sont glissées dans l'acte des écoles, mais auxquelles l'acte d'amendement passé dans la dernière session remédie; mais les habitants n'ont pas encore en ce temps d'en prendre connaissance; en quatrième lieu, les désordres qui ont eu lieu à Montréal, ont enhardi les cultivateurs de certaines paroisses à opposer le fonctionnement de l'acte des écoles par des actes de violence inconnus jusqu'à ce jour dans le pays. Il est pourtant fait que l'acte des écoles fonctionne aujourd'hui dans des paroisses où il ne fonctionnait pas avant l'acte d'amendement.

Somme toute, l'acte des écoles, tel qu'amendé dans la dernière session du parlement, est clair, ainsi que celui du Haut-Canada, sur celui de l'Etat de New-York, avec cette différence qu'il n'y a pas, pour le Bas-Canada, des députés surintendants de l'éducation dans les comtés ou districts municipaux et cela, pour épargner au peuple la tâche de les payer au moyen d'une contribution ou cotisation additionnelle. Nous savons à quel travail assidu et pénible le surintendant des écoles pour le Bas Canada est assujéti en conséquence de cette différence entre les deux actes d'éducation en opération dans la province unie.

M. le surintendant a eu la bonté de nous communiquer l'extrait suivant d'une lettre qui lui a été adressée dernièrement de la campagne :—

St..... 29 OCTOBRE 1849.

MONSIEUR,

Cependant, mon cher docteur, il ne faut point accuser nos pauvres habitants. Si l'éducation ne fait guères de progrès, si la loi des écoles s'exécute difficilement, voir même si elle rencontre de l'opposition, ce n'est point leur faute; mais bien celle des *messieurs instructeurs* qui vivent parmi eux. Ces malheureux au lieu de faire comprendre leurs compatriotes l'importance qu'il y a pour eux de faire instruire leurs enfants, et d'exécuter avec joie et reconnaissance les lois libérales et généreuses promulguées à cet effet, cherchent au contraire par un esprit infernal, à les en détourner; à les en dégoûter par les moyens les plus malhonnêtes; ils exploitent l'ignorance de nos pauvres habitants, pour se faire une popularité qu'ils n'ont pas assez de vertu pour acquérir autrement. Voilà, monsieur le surintendant, le secret, ou plutôt la cause des déplorables oppositions qu'à éprouvées la loi des écoles, et qui vous donnent aujourd'hui tant de déboires et de tracasseries dans l'accomplissement de vos importants devoirs. Je défie qui que ce soit de me montrer une opposition à la loi des écoles qui soit venue spontanément de la part de nos bons bonnets bleus; toujours ils sont intrigués et poussés ostensiblement ou d'une manière occulte par les personnes instruites de leur endroit. Si l'on était parvenu à envoyer à la Californie au moins une douzaine de ces malheureux qui ne vivent que de difficultés, de troubles, de procès, je vous garantis, l'exécution paisible de la loi des écoles, et le progrès rapide de l'éducation. Partout, mon cher docteur, où le curé, le notaire, le docteur et les marchands, se sont entendus pour faire marcher les écoles et encourager l'éducation, (seule planche de salut qui reste aujourd'hui aux pauvres Canadiens) tout a bien été, et la loi a été exécutée sans aucune difficulté.

Comme vous me dites, mon cher docteur, il faut montrer de la fermeté. Ajoutons, encore deux ingrédients bien nécessaires: la patience et la persévérance, et espérons que nous viendrons à bout de vaincre les obstacles, surtout si nous avons le bonheur de conserver au bureau du directeur de l'éducation, un homme dont le zèle, la sollicitude et les soins laborieux ne peuvent être surpassés. Ils sont bien comparables ceux qui entravent la marche et le progrès qu'il veut imprimer à l'éducation. Pour moi, je lui serai toujours reconnaissant, et je me trouve heureux qu'il m'ait fourni l'occasion

de lui aider un peu, et de me souscrire, bien sincèrement

Minerve

CORRESPONDANCES.

A la suite d'une discussion assez prolongée, sur la dime, nous avons dit que nous sortions de l'arène après y être entrés dans l'unique but de réfuter, avec calme et impartialité, des assertions aussi fausses que malveillantes, soutenues par le cynisme de quelques correspondants de l'*Avenir*. Depuis que nous avons cessé une polémique que le caractère de nos adversaires nous faisait juger inutile, ces messieurs sont revenus à la charge et ont converti de leurs productions plusieurs pages du journal l'*Avenir*. Ils voudront bien prendre notre silence pour une réponse; s'ils tiennent à en avoir une.

Cependant, nous insérons la correspondance suivante que nous adressons au *lucifère* de St. Thérèse de Chamblay. Volant, comme il est juste, en laissant la responsabilité à son auteur, nous ne l'accompagnons d'aucunes réflexions.

POUR LES MELANGES RELIGIEUX.

Sur la Dime.

MM. LES REDACTEURS,

Les passions aveuglent: par elles d'épaisses ténèbres se répandent dans l'esprit pour obscurcir les lumières de la raison; alors la volonté se dérègle, les penchants se corrompent, portent vers le mal, et font perdre de vue la justice. Il en a été ainsi dans plusieurs discussions qui ont été soulevées, depuis quelque temps, dans les journaux Canadiens, sur divers sujets tant politiques, que concernant la religion catholique d'une manière plus ou moins directe.

Je me permettrai, dans cette lettre, d'exprimer, sans préjugé et avec impartialité, mon opinion sur la dime en ce pays: question de la plus haute importance pour le Clergé catholique et pour les laïques.

La promesse que Dieu avait faite à son peuple par Jacob, à qui il avait promis de donner la terre de Chanaan à sa postérité, s'étant accomplie, il chargea Moïse de la diviser en douze parties pour les donner aux douze tribus juives; mais comme la tribu de Lévi fut consacrée au service du culte, et qu'elle ne devait pas se livrer à un travail manuel pour pourvoir à ses besoins, Dieu ordonna que sa part serait distribuée entre les autres tribus qui, à leur tour, auraient à lui payer la dime ou le dixième de ce qui se recueillait. La dime fut donc ainsi établie dans la Judée; elle origine de Dieu même. Par-là, nous devons reconnaître que la volonté du Tout-Puissant est que ses prêtres soient entretenus par tous ses serviteurs, sans distinction, à proportion des biens qu'ils reçoivent de sa divine munificence.

A son Dieu l'homme doit l'hommage de tout ce qu'il possède.

De temps immémorial, et dans tous les pays catholiques, la dime a toujours été payée aux prêtres, autant par devoir, par justice que par reconnaissance.

Mais, quelque soit le mode adopté pour parvenir à la rétribution qui doit être accordée au Clergé catholique, il n'est que de la stricte justice, en considération des immenses services qu'il nous rend, pour ce monde et pour l'autre, qu'il soit rétribué de manière à ce qu'il puisse se maintenir dans un état honorable; mais, il faut l'avouer, il conviendrait mieux que cette rétribution fut répartie avec équité, proportionnellement sur toutes les classes des catholiques, sans distinction de villes ou de campagnes; l'obligation doit être accomplie par tous indistinctement, et non pas se reposer uniquement sur les agriculteurs:—que celui qui a peu, donne peu; que celui qui a beaucoup, donne raisonnablement.

La loi humaine doit être en rapport avec la loi divine; elle doit donner aux prêtres une garantie pour l'obtention des moyens propres à satisfaire honorablement à ce qui leur convient et à ce qu'il leur faut. Qu'ils n'aient pas, en se livrant aux fonctions de leur saint ministère, l'esprit préoccupé des choses nécessaires à la vie humaine et à une existence honorable.

Le clergé payé dans les villes, le surplus qu'on retirerait de la contribution annuelle ne saurait être mieux placé qu'entre les mains de l'Archevêque et des Evêques, pour subvenir aux besoins des fabriques, en de certaines circonstances, et des institutions charitables.

Qu'est-ce que le clergé catholique? La représentation de Jésus-Christ sur la terre. Or donc ce qu'on fait pour lui comme tel, on le fait pour Jésus-Christ lui-même.

Je me suis adressé, Messieurs les Rédacteurs, à lire, dans le 11e numéro de l'*Avenir*, une certaine lettre du Comté de H. signée B., du 4 octobre dernier; vraiment, je ne me souviens pas d'avoir jamais rien lu qui contienne, en si peu d'espace, autant de sottises absurdes.

En parcourant cet écrit on est pris, malgré soi, d'un ris sardonique; car, pourrait-il en être autrement quand l'auteur, foulant également aux pieds l'autorité de la religion, l'influence du clergé, le pouvoir du peuple et de la législation, élevé sur tous, prétend vouloir dicter la loi à tous, et déclarer, sans cesse, d'un ton d'omnipotence assez comique: Je veux! Je ne veux pas!

B. cite St. Pierre et St. Paul pour en tirer les inductions les plus erronées; il cite la Sainte-Ecriture pour nous faire voir à Nous Catholiques, que la dime ne provient que de son établissement par un législateur ordinaire; et donne ce fait comme un dernier retranchement pour nous, lorsque c'est notre point de départ.

A ses yeux Moïse n'est pas inspiré, il ne suit pas les ordres de Dieu; il cherche à nous

le représenter se livrant à ses vices individuelles, de par son autorité et par droit de conquête (B. ne tient aucun compte de tous les miracles que Dieu opéra en faveur du peuple qu'il y conduisit) divisant la terre de Chanaan, la terre promise depuis si longtemps, la distribuant, sous son bon plaisir, consacrant la tribu de Lévi au service des autels, et mettant sa part de terres en possession des autres tribus qu'il force enfin à leur payer la dime. En ceci on voit percer l'incrédulité, l'irréligion, le mépris de l'autorité divine de l'Ancien Testament; on voit en B. l'impie sans pudeur déconvenir sa face hideuse pour la montrer au Canada, qui doit être saisi d'indignation et d'horreur.

Il ose, ensuite, proclamer que la loi de Moïse, la loi qui vient de Dieu, ne doit pas être invoquée aujourd'hui comme autorité au sujet de la dime; que cette loi était faite pour d'autres temps, pour d'autres mœurs, pour un autre ordre de société, comme si Dieu, assurant, à cette époque, à ses prêtres des moyens de subvenir à leur besoins, moins libéral par la nouvelle loi qui n'est que l'accomplissement de ce dont l'ancienne n'était que la figure, voudrait, maintenant, qu'aucune obligation n'existât pour ceux qui jouissent dans leur plénitude des bienfaits infinis que leur assure cette nouvelle loi.

Enfin, il finit son étrange paragraphe par la citation de St. Paul qui disait, en parlant de la loi de Moïse, "que c'était un fardeau que les Juifs n'avaient pu porter." Mais, comment ne l'ont-ils pu?

Pour les mêmes raisons que les mauvais catholiques ne peuvent porter le fardeau qu'ils trouvent si pesant de la loi de Jésus-Christ, quand, pourtant, le Sauveur du monde, la première sagesse, lui, a déclaré solennellement "que son joug est doux." Les Juifs rebelles à la loi de Dieu ont été condamnés et punis. Puissent B., puissent ses partisans retourner aux doctrines du catholicisme, ne pas être, eux aussi, condamnés et punis!

Il veut, ajoute-t-il, voir le clergé un corps indépendant, et complètement indépendant. Bien! Mais pour lui assurer cette indépendance que veut-il? Que le prêtre soit privé de la garantie que lui donne la loi humaine, pour le mettre dépendant et à la merci de chacun, et de tous. C'est ainsi que B. fait preuve de son savoir, de son esprit judicieux, et qu'il manifeste sa malveillance d'un ton tranchant.

Ailleurs, pour finir il dit: "Je ne veux ni un grain de dime, ni un sou d'impôt pour l'entretien du clergé. Comme personne n'est tenu par la loi de se servir du ministre de la religion, je ne veux pas, non plus, que "personne soit tenu de payer les services "qu'il en reçoit pas." Tout doux! Personne n'est tenu par la loi! En voilà une bonne! La loi de Dieu, qui doit imposer silence à toute loi humaine, cette loi n'en dit rien? L'Eglise n'en dit rien? Parlez... Bah! Qu'est-ce que la loi divine, qu'est-ce que la loi de l'Eglise pour M. B.? Une lettre morte. S'il est catholique, il veut cesser de l'être; qu'il sorte donc du sein de l'Eglise, qu'il soit un apostat, et il n'aura rien à payer aux prêtres catholiques.

Je ne releverai pas, MM. les Rédacteurs, les autres erreurs, fruits des mauvaises passions auxquelles B. est en proie; il s'y livre avec abandon. Il me suffit de le montrer au loin en passant.

Peuple canadien, peuple catholique, voyez, lisez et jugez.

MM. les Journalistes Canadiens qui approuveront les réflexions contenues dans cette lettre sur la dime, sont priés de l'insérer dans leurs feuilles.

UN CATHOLIQUE.

St. Thérèse de Chamblay, le 28 oct. 1849.

M. l'Editeur.—Je ne sais trop si je dois éprouver un sentiment de peine ou d'indignation, à la vue de la lettre de nos "cinq compatriotes" publiée ce matin sur l'*Avenir*.

Je croyais que mon absence présumée de cette ville, et des antécédents de quelques années à New-York, où mes compatriotes ont bien voulu trouver en mon nom un ami du sol et du citoyen de sa patrie, m'aurait garanti contre la rancune envenimée qui a dicté la lettre des "cinq" chiffres insignifiants à côté de celui des personnes en route, par mon entremise, pour St. Francis.

Ma justification, ou plutôt l'exposé des faits dont je pourrais citer, entraînerait des détails qui, en faisant lever les épaules à plus d'un de vos lecteurs, laisserait sur son passage, une impression bien pénible de l'inexpérience tactit trop effarouchée qui, après la plus grande extension de patience humaine a valu "aux cinq" une expulsion formelle de mon bureau.

C'est après avoir fait à ces Messieurs une réception de frère et d'ami, après les avoir protégés contre une perte de près de \$20000 qu'eux-mêmes et leurs amis allaient déposer chez une personne irresponsable, après les avoir dissuadés à grand-peine d'engager leur passage dans des bureaux où se vendent des *terres de Crimée*! après leur avoir prouvé et offert une épargne de \$35 par tête au moins des passages qu'ils ont retenus sous des promesses qui ne se réaliseront pas lorsque leur navire aura fait 500 milles de mer, que "les cinq" viennent verser sur moi le venin et la rage de l'humiliation qui leur a valu leur conduite.

Mes antécédents de plusieurs années, je les soumetts avec respect et confiance au scrutin des personnes qui m'ont honoré de leurs rapports.

I. G. ROBILLARD.

N° 86, Cédard Street New-York.

Montréal, 15 nov. 1849.

P. S. C'est par mon entremise que se sont embarqués pour la Californie, MM. le frère de Mossire Chiquy, le Dr. Larocque, M. Beauchamp, M. Bonacina, &c. j'en appelle aux autres privés que ces Messieurs ont adressés, soit à leurs parents ou à leurs amis.

CHEMIN DE FER A L'OCEAN PACIFIQUE.

Le plus grand empêchement à la construction du chemin de fer du Mississippi à l'Océan pacifique, s'est trouvé dans la nature du pays que devait parcourir ce chemin. 12 à 5000 milles de ce chemin devraient être faits dans des plaines, dans les montagnes, dans le désert où on ne trouve, ni bois, ni population, ni matériaux, ni secours. Ceci a été considéré comme l'objection la plus forte qui fut faite contre une entreprise de telle grandeur qu'il n'en a pas été faite de pareille dans l'histoire de ce monde. 12 à 1700 milles de désert sans bois, sans population, des montagnes, et nulle matière propre à aider le travail.

Mais une découverte récente d'un objet de première nécessité, vient d'être faite au pied ou près des montagnes rocheuses. Il paraît certain qu'on y a découvert des mines inépuisables de charbon, de terre, près des sources de la rivière plate, qui est la route par terre que suivent les émigrants à la Californie. Cette découverte aidera à coloniser les plaines, et la vente des terres publiques aux émigrants, le long du chemin, et lesquels produiront bientôt les choses nécessaires pour les ouvriers du chemin. On sait aussi qu'on trouve des mines abondantes de fer de la frontière du Missouri en allant vers les montagnes rocheuses.

Le fer et le charbon; voilà donc là, à la disposition des ouvriers, les ingrédients nécessaires pour le chemin, dans une vallée dont la fertilité est telle que dans peu d'années elle produira assez de froment et d'animaux pour la nourriture de 100,000 personnes. Cette vallée est la station à mi-chemin sur la grande route centrale. Ainsi la crainte du manque de provision pour les ouvriers disparaît. Le chemin étant une fois terminé au *Lac Salé*, un autre article important au commerce se rencontre: le sel. Il existe dans cette localité en des quantités immenses, sous forme d'incrustation compacte qui s'étend plusieurs milles en longueur. Tels sont quelques uns les avantages intermédiaires en faveur de la construction du chemin de fer au pacifique par la Platte et le *Lac Salé*! Cet ouvrage completé "just qu'un Sacramento, donnerait passage" libre aux échanges entre l'Europe, l'Amérique et l'Asie.

Traduit par l'Ami de la Religion.

Nouvelles et Faits Diverss.

FONTAINE SUR LA PLACE D'ARMES.—Les travaux et embellissements de ce magnifique *Ignace* sont presque terminés. Il est entouré d'un mur en pierre taillée, qui sera surmonté d'une palissade en fer et de reverbères de goût. La Fontaine pour le centre, est prête et y sera placée cette semaine. Ce sera la première ornement public de cette nature en Canada. Elle se compose d'une élégante colonne en fer de fonte de 15 pieds de hauteur, portant deux bassins spacieux superposés, de même matière, l'un de huit pieds de diamètre et l'autre de quatre pieds, placé presque au haut de la colonne. Le fer s'élèvera à une trentaine de pieds et l'eau tombant d'abord dans le premier bassin, se répandra ensuite dans le second et de là dans la citerne de pierre au dessous en formant une nappe circulaire et abondante. La citerne est en pierre de taille et peut contenir 5 à 6,000 gallons d'eau, qui s'échappera par un tuyau particulier.

L'ANNEXION DANS LES TOWNSHIPS.—Une correspondance du comté de Drummond écrit au *Herald* qu'une association d'annexion sur le plan de celle de Montréal vient d'être formée dans ce Township et qu'elle se compose de la majorité de ses habitants.

OPINION D'UN AMERICAIN SUR LE CANADA.—Les remarques que fit un monsieur américain, dit un journal du H. C. en sortant de l'Hotel de Ville de Toronto, où il venait d'entendre pérorer les législateurs, méritent d'être publiées. "ça toujours été la même chose depuis que je connais le Canada. On parle toujours de la politique anglaise de travailler. On se lève à huit heures du matin et on ne fait pas d'affaires après dîner. On cric de plus en plus pour la protection, comme si on ne pouvait rien faire par soi. Avec un des plus beaux pays du monde, ils sont en arrière du siècle. Pourquoi? Tandis qu'ils appellent continuellement quel qu'un pour les protéger, un enfant *Yankee* s'en va en Californie ou ailleurs à son propre compte et ferait sa fortune."

Le manifeste anti-annexionniste de Toronto a déjà reçu 3,500 signatures.

TAXES DIRECTES.—Nous avons sous les yeux un tableau des taxes directes levées sur les biens meubles et immeubles dans l'Etat de New-York en 1844. L'Etat est divisé en 59 comtés, et chaque comté est subdivisé en *towns* (municipes ou communes) qui étant alors au nombre de 850. Chaque *town* ayant un gouvernement subordonné à celui du comté dont il fait partie, et chaque comté un gouvernement subordonné à celui de l'Etat, comme ce dernier l'est déjà lui-même au gouvernement général, au soutien duquel est affecté le revenu des douanes des terres publiques, etc., il y a des taxes particulières pour chacune de ces divisions et subdivisions; nous n'en donnons ici que les totaux.

Evaluation des biens immeubles, \$480,027,609

" " mobiliers 119,612,343

Valeur totale des biens, \$599,639,952

Produit de la taxe d'Etat du millième (mil tax) sur l'évaluation, \$592,008,57

Taxes d'Etat et de Comté, \$3,269,068,95

Taxes de *Town*, 974,082,86

Total des taxes, \$4,243,101,31

La population (d'après le recensement de 1840) étant de 2,428,921, cela fait \$1,65 (\$a 9d) de taxes directes par tête, ou \$10,50 (\$2 12s 6d) par chaque famille de six individus. Les taxes de la ville de New-York se sont élevées en 1844 à \$1,988,818,57; ce qui d'u-

près le chiffre de la population en 1840 (312,710), donnerait \$6, 36 (\$1 11s 9d) par tête, ou \$38,16 (\$9 10s 10d) par famille.

Le chiffre de la population devant être plus élevé en 1844 qu'en 1840, celui de la taxe par tête devrait être diminué à proportion, à moins que celle-ci n'ait augmenté dans une proportion plus grande encore.

Idem.

PRODUIT AGRICOLES DES ETATS-UNIS.—Voici l'estimation de la récolte de cette année aux Etats-Unis, d'après les rapports du commissaire préparés pour la constater, dit le N. Y. Herald.

Blé	126,000,000	minots.
Avoine	185,000,000	"
Patates	114,000,000	"
Seigle	33,000,000	"
Blé d'Inde	588,000,000	"
Blé Sarazin	12,500,000	"
Orges	6,222,000	"
Foin	15,735,000	Tonneaux.
Chanvre	20,330	"
Coton	1,066,000,000	Livres.
Tabac	219,000,000	"
Riz	119,000,000	"
Sucre (dans la Louisiane)	200,000,000	livres.

UN MEURTRE DECOUVERT.—Vers le 22 juillet dernier le nommé Jean-Baptiste Lamoureux, cultivateur de Boucherville, partit de chez lui, avec son engagé Antoine Lancelot, pour aller bûcher du bois à la montagne de Montarville. Le soir ce dernier revint seul à la maison, disant qu'il ne savait ce qu'était devenu son maître; qu'il s'était sans doute égaré dans le bois. Des recherches actives furent faites par la plupart des habitants de la paroisse, mais sans succès; et on finit par croire qu'il avait abandonné et sa famille et sa paroisse, et qu'il était parti pour les Etats-Unis. Des soupçons planèrent sur le nommé Lancelot, puis à la suite de quelques propos qui lui échappèrent dernièrement, il fut arrêté et conduit en prison, mais rien ne transparaît encore sur le sort de Lamoureux, lorsque vendredi dernier le cadavre de cet infortuné fut trouvé par un individu qui descendait la montagne de Montarville à travers les bois. Le corps avait été couvert avec des branches, et on s'aperçut que le crâne avait été fracassé et que le cou avait été coupé et plusieurs autres blessures infligées au corps. La hache qui avait servi à commettre le crime a été trouvée à ses côtés. M. le coroner Courso fut appelé et se rendit immédiatement sur les lieux; l'enquête devant un jury est commencée de samedi, et comme elle se continue aujourd'hui, nous n'ajouterons rien de plus sur cette sanglante affaire. Le défunt était marié et père de plusieurs enfants.

Idem.

CONSEIL EXECUTIF.—Nous avons déjà dit, d'après le *Globe* de Toronto que le ministère avait intention de réduire le nombre de conseillers de Son Excellence pour épargner quelques salaires. On parle de l'arrangement suivant, pour effectuer cette épargne. L'hon. M. Caron serait à la fois président du conseil exécutif et Porteur du conseil législatif pour un seul salaire. L'hon. M. Taché, receveur-général, l'hon. M. Merritt seul commissaire des travaux publics, et l'hon. M. Cameron serait fait collecteur des douanes à Toronto. Cet arrangement épargnerait deux salaires.

Idem.

Sermon sur la Tempérance.—On nous prie d'annoncer que M. l'abbé Chiquy prêchera, jeudi soir, à 6 heures, à l'église St. Jacques de cette ville.

¶ Nous sommes obligé, faute de place, de remettre au prochain numéro l'article (Communiqué) l'*Album de la Minerve*.

(36.)

Wallingford, Caroline du Nord.

M. Fowle, Monsieur: M. Hevey Hill, qui publie son certificat plus bas, et dont la femme est maintenant en parfaite santé est un de nos plus respectables fermiers.

Votre respectueux sir,

Wm. A. SHAW, M. D.

Comté de Beaufort, Caroline du Nord.

¶ Je soussigné, très reconnaissant pour le soulagement que sa femme a obtenu en faisant usage du baume de cerises sauvages du Dr. Wistar ne croit faire qu'un acte de justice, en disant qu'attaquée depuis longtemps de la consommation, elle serait probablement devenue victime de cette maladie, si elle n'eût pas fait usage de ce précieux remède. Mais elle en a dissipé tous les dangers symptomatiques en prenant quelques bouteilles de ce baume, et elle est maintenant capable de vaquer à ses occupations journalières comme à l'ordinaire.

HEVEY HILL.

NAISSANCE.

En cette ville, le 16 du courant, la dame de M. Alfred Pinsonneault, a mis au monde une fille.

MARIAGES.

A la Pointe-Levy, par M. Michel Lemieux Chapelain de l'Hotel-Dieu, M. Elie Turgeon, à Delle, Marie-Emilie Lemieux.

A Deschambault, le 12 par M. Poiré, curé du lieu, M. L. Pagé, à Delle Anathalie Desrochers.

DÉCÈS.

A North Lancaster, (Haut Canada) le 10 du courant, après une maladie de trois jours souffrante avec toute la résignation du vrai chrétien, à l'âge peu avancé de 65 ans, Charles LaRoque, écrivain, père, ancien membre du Parlement Provincial, pour le comté de Vaudreuil; il laisse pour deuil sa femme, une famille inconsolable et un grand cercle d'amis qui regretteront vivement son absence.

CALENDRIER
ECCLESIASTIQUE
ET CIVIL

Pour 1850.

A vendre chez
E. R. FARRE ET CIE.
Rue St. Vincent, No. 3.
16 nov. 1849.